

PRÉFET DE LA DRÔME

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne - Rhône-Alpes

Unité inter-départementale
Drôme Ardèche

Subdivision 5 – Risques Agroalimentaire
Affaire suivie par : Thierry JULIEN
Tél. : 04 75 82 46 46
Télécopie : 04 75 82 46 49
Courriel : thierry-g.julien@developpement-durable.gouv.fr

Ref. : 20170316-RAP-DAEN0243

PREFECTURE DE LA DRÔME
Direction départementale de la protection
des populations (DDPP)
Bureau de l'environnement
33 avenue de Romans – BP 96
26904 VALENCE CEDEX 9

Valence, le **17 MARS 2017**

DÉPARTEMENT DE LA DRÔME

Centre Hospitalier à VALENCE

VISITE D'INSPECTION APPROFONDIE

réalisée le 14 mars 2017

Rapport de l'inspection des installations classées

Adresse de l'établissement : 179 avenue Maréchal Juin 26953 Valence Cedex 9

Activité principale : Soins

Code S3IC de l'établissement : 103.109

Priorité DREAL : P3

Original : DDPP26

Copies : établissement, inspecteur signataire, chrono sub 5

Inspecteur : Thierry JULIEN – UiDDA		
Date d'annonce du contrôle : 24 février 2017		
Type de contrôle	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection approfondie <input type="checkbox"/> Inspection courante <input type="checkbox"/> Inspection ponctuelle	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle
Circonstances du contrôle	<input checked="" type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident du..... <input type="checkbox"/> Plainte du <input type="checkbox"/> Autre :.....	
Thème du contrôle : Le contrôle a porté sur les points suivants : <ul style="list-style-type: none"> • gestion de l'eau • installations de combustion 		
Installations contrôlées : <ul style="list-style-type: none"> • Chaufferie et abords de la chaufferie 		
Références réglementaires : <ul style="list-style-type: none"> • Arrêté préfectoral n°04-4073 du 6 septembre 2004 • Arrêté ministériel du 26/08/2013 relatif aux installations de combustion d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 2910 		
Personnes rencontrées et fonctions : <ul style="list-style-type: none"> • M.Yvan RICOU (Responsable services techniques) • M.Nicolas COCARD (Responsable exploitation) • M.Sébastien GUARDIA (Adjoint responsable sécurité) • M.MALIGIAN (Technicien société ENGIE COFELY) 		
Synthèse de la visite – constatations : <u>Gestion de l'eau</u> - La blanchisserie est encore en cours d'exploitation. Son transfert sur le site de Montéléger est prévu pour le mois d'avril 2017. - L'activité de développement des surfaces photosensibles n'est plus exercée sur le site. - Le plan des réseaux a été présenté à l'inspection mais il ne comporte pas les réseaux en place au niveau de la blanchisserie. Le réseau est séparatif mis à part sur la partie ancienne du centre hospitalier où les eaux pluviales rejoignent les eaux usées. - Le centre hospitalier dispose d'une autorisation de rejet dans le réseau de la ville de Valence signée le 10 août 2004. - Le suivi trimestriel dans le cadre de la campagne de recherche de substances dangereuses dans l'eau (RSDE) est effectué. La surveillance pérenne arrive à l'échéance des 4 ans, le rapport de synthèse des 4 ans devra être		

transmis à l'inspection.

- La surveillance annuelle des rejets n'est pas réalisée, l'exploitant pensait que la surveillance dans le cadre de la campagne RSDE était suffisante. Cependant, tous les paramètres listés dans l'arrêté d'autorisation ne sont pas repris dans cette campagne. ✓
- Une surveillance trimestrielle de la radioactivité des rejets issus de la médecine nucléaire est effectuée.
- 2 séparateurs d'hydrocarbures (avec alarmes), un qui est situé à proximité de la chaufferie et l'autre à proximité de l'héliport ainsi que 5 autres séparateurs d'hydrocarbures situés au niveau des parkings sont en place sur le site. Une copie du bordereau de suivi des déchets du séparateur situé à proximité de la chaufferie a été transmise à l'inspection.

Installations de combustion

L'installation de combustion est composée de:

- 2 chaudières (alimentation mixte gaz et fioul domestique) eau chaude d'une puissance unitaire de 2100 kW,
- 2 chaudières (alimentation mixte gaz et fioul domestique) eau chaude d'une puissance unitaire de 3200 kW,
- 1 chaudière vapeur (alimentation gaz) d'une puissance de 3200 kW pour les besoins de la blanchisserie (cette chaudière sera arrêtée et démantelée avec le transfert de la blanchisserie),
- 2 groupes électrogènes (alimentation fioul) qui assurent le secours électrique de l'établissement d'une puissance unitaire de 2600 kW,
- 2 chaudières eau chaude (alimentation gaz) d'une puissance unitaire de 230 kW dans la bâtiment 38 (foyer de l'enfance).
- Les règles d'implantation sont respectées.
- Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées dégagés en cas d'incendie. La commande d'ouverture manuelle est placée à proximité d'une issue.
- Les locaux sont convenablement ventilés.
- Plusieurs dispositifs placés à l'extérieur permettent d'interrompre en cas de besoin l'alimentation électrique de l'installation.
- Les réservoirs fixes aériens de fioul domestique sont munis de jauge de niveaux et sont placés sur rétention.
- La canalisation de fioul domestique enterrée est placée dans un caniveau muni à son extrémité d'un détecteur de fuites.
- Les issues s'ouvrent vers l'extérieur et peuvent être manœuvrées de l'intérieur en toutes circonstances.
- Les canalisations gaz et fioul sont repérées.
- Des dispositifs de coupure de l'alimentation en combustible (gaz et fioul) repérés sont en place à l'extérieur.
- La coupure de l'alimentation gaz est assurée par 2 vannes automatiques.
- Un organe de coupure d'alimentation rapide est également en place à proximité de chaque appareil.
- Un sas fermé par des portes pare flamme entre le local chaufferie eau chaude et le local groupe électrogène est en place.

- Les équipements de lutte contre l'incendie sont en place.
- La détection gaz est en place, la situation des détecteurs est repérée sur un plan qui ne prend pas en compte la mezzanine (un détecteur est présent sur la mezzanine).
- La dernière vérification des détecteurs a été réalisée le 10 janvier 2017 par la société OLDHAM. Cependant, il est précisé sur le rapport que les coupures électriques et les coupures gaz des chaufferies n'ont pas été testées ainsi que le report d'alarme à la gestion technique centralisée.
- L'exploitation des chaudières est sous traitée à la société ENGIE COFELY. Le technicien de cette société M. MAGILIAN est présent à mi-temps sur le site et connaît parfaitement les installations. Une surveillance avec un transfert d'information est en place, le service sécurité du centre hospitalier est présent 24h/24h et il est prévu dans le contrat avec la société ENGIE COFELY l'intervention d'un technicien sous 1 heure.
- Chaque chaudière dispose d'un conduit séparé au sein d'une "enveloppe" ou cheminée commune d'une hauteur de 32 mètres.
- Les résultats de la dernière analyse des rejets atmosphériques réalisée par l'APAVE le 2 février 2015 (rapport du 18 mars 2015) ont été transmis à l'inspection. L'examen de ce rapport suscite les observations suivantes:
 - 1) il est précisé au chapitre 2.1 que les vitesses d'éjection des gaz sont calculées. Cependant, les valeurs des vitesses ne sont pas reportées dans le rapport,
 - 2) il est précisé pour chaque chaudière que la section de mesure n'est pas conforme à la norme ISO 10780 (longueur droite amont insuffisante pour la chaudière vapeur; longueurs droites amont et longueurs droites aval insuffisantes pour les chaudières eau chaude)

Propositions de sanctions administratives et sanctions pénales :

Néant

Autres suites :

- Compléter le plan des réseaux en intégrant les réseaux liés à la blanchisserie.

Délai: 30 septembre 2017

- Mettre en place un suivi annuel des rejets aqueux (paramètres définis au point 4.5.2 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°04-4073 du 6 septembre 2004)

Délai: 30 septembre 2017

- Compléter le plan des détecteurs gaz en place dans la chaufferie eau chaude afin de prendre en compte le détecteur situé dans la mezzanine.

Délai: 30 septembre 2017

- Mettre en place une vérification de l'asservissement des coupures électriques et gaz ainsi que du report d'alarme à la gestion technique centralisée des détecteurs gaz.

Délai: 30 septembre 2017

- Prendre en compte les observations suscitées par l'examen du rapport du 18 mars 2015 (report des valeurs des vitesses d'éjection des gaz, sections de mesure non conformes) et mettre en place les actions correctives correspondantes.

Délai: 30 septembre 2017

De plus, compte tenu des évolutions des activités sur le site et des évolutions réglementaires intervenues depuis 2004, une mise à jour de la situation administrative est nécessaire. L'arrêt de la chaudière vapeur et la prise en compte de la puissance nominale des équipements (conformément à l'évolution de la rubrique 2910) devrait permettre à l'installation de ne plus être soumise au régime de l'autorisation. Cependant, l'exploitant a fait part à l'inspection d'un projet d'installation de 2 groupes électrogènes supplémentaires. Dans le cas où l'installation resterait soumise au régime de l'installation l'exploitant devra se positionner au vu des articles 24; 25 26 ;27; 28; 29 et 30 de l'arrêté du 26/08/2013 relatif aux installations de combustion soumise à autorisation en ce qui concerne les fréquences des mesures des rejets atmosphériques. Dans le cas où l'installation serait soumise au régime de la déclaration, l'article 6.3 de l'arrêté du 25/07/1997 modifié devra être pris en compte en ce qui concerne les fréquences des mesures des rejets atmosphériques.

Le présent rapport a été transmis par courrier à monsieur le préfet de la Drôme, et une copie a été transmise à l'exploitant pour prise en compte, dans les délais indiqués, des demandes d'actions correctives et des observations.

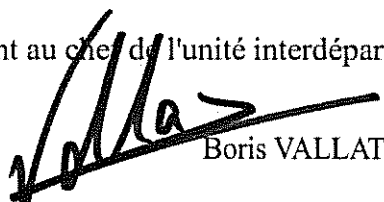
L'inspecteur de l'environnement



Thierry JULIEN

Vérifié, adopté et transmis,
à monsieur le préfet de La Drôme
Valence , le
Pour la directrice, **1 7 MARS 2017**

L'adjoint au chef de l'unité interdépartementale Drôme Ardèche



Boris VALLAT